Calme …

Mesamarat al-Gayb, 14 avril 1946

Le rideau est tombé, et les acteurs qui jouaient l'histoire même de la tempête à New York se sont dispersés ; le public, lui aussi, s'est dispersé, chacun retournant à une part de cette même vie vide et reposante, pour recouvrer une certaine mesure de sa propre énergie, et pour se tenir prêt à tourner de nouveau son attention vers le nouvel acte que les acteurs préparent déjà, dont le propre rideau se lèvera de nouveau au début de la semaine prochaine.

Les lecteurs, j'espère, sont désormais véritablement convaincus que les maîtres de la politique, et les maîtres de la guerre, dans la vie mondiale, ne peuvent rien faire d'autre, à ce stade particulier de la vie humaine, que jouer la comédie — ayant travaillé, tout au long de ces six dernières années, jusqu'à s'épuiser eux-mêmes, et épuiser les hommes avec eux. Le temps est venu, donc, qu'ils se reposent eux-mêmes, et laissent les hommes se reposer aussi, pendant quelques années, plus ou moins, avant de reprendre quelque nouvelle entreprise.

J'ai déjà dit, plus d'une fois, à ce même sujet, que tout ce qui se passe désormais en politique mondiale ne relève que de la représentation — la guerre commence par des mots, et s'achève par des mots aussi. Disons donc que le monde parle désormais pour clore la Seconde Guerre mondiale, non pour en ouvrir une troisième ; l'intervalle qui nous sépare de cette même troisième guerre demeure véritablement vaste, et qui sait — il pourrait bien se révéler plus vaste encore que nous ne l'imaginons, plus vaste même que ne le pensent les pessimistes. Ce qui importe, c'est que le second acte de l'histoire même de la tempête iranienne s'est achevé dans la paix, s'achevant exactement comme nous l'avions prévu, la semaine dernière, qu'il s'achèverait : les Russes et les Iraniens annoncèrent être parvenus à un accord, le Conseil de sécurité y trouva un réel réconfort, après que la crainte l'eut empli, et que la panique s'en fut emparée, et l'un des résultats de ce même réconfort fut de reporter l'affaire au mois suivant. Mais sur quoi, exactement, les Russes et les Iraniens s'accordèrent-ils ? Sur deux points entièrement clairs, et sur d'autres points enveloppés d'une grande part d'ambiguïté. Les deux points clairs : premièrement, que les Russes évacueraient l'Iran sans condition, sans restriction ; deuxièmement, qu'une compagnie russo-iranienne serait établie pour exploiter les sources pétrolières de

certaines parties de l'Iran.

L'évacuation, donc, demeure un fait établi et indubitable, entièrement inconditionnel, entièrement sans restriction — mais l'accord sur l'établissement de la compagnie pétrolière demeure un fait tout aussi établi et indubitable, atteint avant même que l'évacuation elle-même ne soit réellement accomplie. Ce qui distingue le plus particulièrement la politique, c'est précisément son propre amour de combiner les contradictions, sans ressentir aucun de l'embarras que ressent la logique elle-même devant la contradiction. Les Russes auraient-ils pu évacuer l'Iran, si l'accord sur l'établissement de la compagnie pétrolière n'avait jamais été atteint ? Et qu'est-ce donc qui causa le retard de l'évacuation, depuis sa date initiale du huit mars, jusqu'au vingt-quatre mars au lieu de cela ? Ce retard de l'évacuation ne fut-il pas lui-même le résultat direct du retard dans l'accord sur la compagnie pétrolière ? Le début effectif de l'évacuation ne fut-il pas lui-même le résultat direct de l'aboutissement de ce même accord ? Les Russes, donc, ne commencèrent à évacuer sans condition, sans restriction, qu'après avoir déjà obtenu exactement les conditions et les restrictions qu'ils désiraient eux-mêmes.

La logique pourrait bien échouer à saisir cette même contradiction — mais la politique la trouve entièrement acceptable, n'y voyant aucun réel embarras. Les Britanniques et les Américains, avec le Conseil de sécurité derrière eux, ou devant eux, ressentaient une réelle et profonde crainte qu'un accord ne fût atteint entre la Russie et l'Iran, et que la pression russe n'ait joué un réel rôle dans cet aboutissement — il ne conviendrait guère, après le triomphe même de la démocratie, après que la justice et l'égalité entre grands et petits peuples eurent déjà été réalisées, que la pression devienne un moyen de contraindre les peuples à ce qu'ils ne désirent pas. Les Britanniques et les Américains trouvèrent un réel réconfort, donc, et le Conseil de sécurité trouva réconfort avec eux, dans le fait que la Russie n'avait contraint l'Iran à rien du tout, n'avait jamais fait de la pression un moyen d'aboutir à l'accord sur l'établissement de la compagnie pétrolière — la preuve en étant qu'elle reporta l'évacuation de trois semaines entières, ne commençant à la réaliser qu'une fois devenue véritablement certaine que la compagnie pétrolière serait bien établie.

Quoi qu'il en soit, la Russie a obtenu exactement ce qu'elle voulait : elle n'a jamais eu l'intention d'occuper l'Iran purement et simplement, seulement de sécuriser ses propres frontières, et de prendre part à l'exploitation du pétrole iranien. Sécuriser ses propres frontières ne

s'obtient jamais par l'occupation de l'Iran, mais par l'accord avec elle ; l'exploitation du pétrole n'exige jamais une occupation permanente, mais seulement une occupation qui dure jusqu'à ce qu'un accord à ce sujet soit effectivement atteint. C'est exactement pourquoi nous avons dit que l'accord conclu entre la Russie et l'Iran est clair sur certains points, ambigu sur d'autres... clair quant à l'évacuation et à l'exploitation des sources pétrolières... ambigu quant à la sécurisation des frontières et à l'autonomie de l'Azerbaïdjan. Qu'a-t-on donc réellement réglé entre les deux États sur ces deux mêmes questions ? Existe-t-il un accord militaire entre la Russie et l'Iran, sécurisant les propres frontières de la Russie ? Existe-t-il un accord accordant à l'Azerbaïdjan sa propre autonomie véritable ? Existe-t-il d'autres concessions à la Russie, non encore divulguées publiquement ?

Voilà les questions ambiguës qui demeurent véritablement en besoin de clarification, et c'est exactement pourquoi nous pouvons dire que les Britanniques, les Américains et le Conseil de sécurité demeurent tous à la fois rassurés et inquiets — et il n'y a nul besoin de s'étonner de cette même contradiction, car je vous ai déjà dit que la politique n'aime rien tant que la contradiction elle-même. Les Britanniques, les Américains et le Conseil de sécurité se sentent rassurés, car les forces russes évacuent véritablement le sol iranien, et car l'accord sur l'établissement de la compagnie pétrolière fut atteint dans les limites de la constitution iranienne — mais ils demeurent inquiets, craignant que quelque chose de véritablement inconnu d'eux ne se cache derrière tout cela, refusant, comme ils le font, de demeurer ignorants de quoi que ce soit. C'est exactement pourquoi l'affaire iranienne fut reportée au mois suivant, plutôt que retirée entièrement de l'ordre du jour.

La Russie ne fut jamais satisfaite de cette même procédure — une porte, après tout, devrait demeurer soit fermée, soit ouverte ; mais qu'elle demeure quelque chose de véritablement « entre les deux », ni fermée ni ouverte, voilà exactement ce qui se révèle véritablement intolérable, car cela place une grande puissance sous un soupçon véritable, suspendant au-dessus de sa propre tête une épée qui pourrait bien ne se révéler ni tranchante, ni véritablement effrayante — mais dont la simple suspension demeure véritablement humiliante, quoi qu'il en soit.

Et ainsi, entre les actes, les acteurs ont-ils réussi à se préparer pour l'acte même qui suit, dont le propre rideau se lèvera au début de la semaine prochaine : la Russie a demandé le retrait pur et simple de

l'affaire iranienne de l'ordre du jour ; les Britanniques et les Américains, semble-t-il, refusent cette même demande. Les uns comme les autres avancent leurs propres raisons, et leurs propres excuses, mais la véritable raison est que les alliés anglo-saxons combinent à la fois réconfort et inquiétude, acceptant le report, mais refusant le retrait pur et simple. Plus étrange encore, l'ambassadeur même de l'Iran s'oppose lui-même au retrait, se contentant du simple report, alors même qu'il a déjà annoncé l'accord complet entre les gouvernements iranien et russe. Plus étrange encore que cela, un porte-parole du gouvernement iranien, à Téhéran, a déclaré que la propre nouvelle position de l'ambassadeur iranien ne procédait d'aucune instruction envoyée par son propre gouvernement. Les choses, donc, demeurent véritablement confuses, et le Conseil de sécurité trouvera, devant lui, une matière véritablement excellente pour de nouvelles représentations... La Russie insistera avec force pour le retrait ; les Anglais et les Américains insisteront avec force pour rejeter cette même demande. Et qui sait — peut-être le camarade Gromyko se retirera-t-il du Conseil une fois de plus.

Il existe pourtant une autre histoire, prenant forme entre ces mêmes actes, non moins étrange que l'histoire iranienne : la démocratie victorieuse a résolu d'effacer le fascisme de partout, et l'organisme des Nations unies, à Londres, a déjà déclaré l'ordre existant en Espagne fondamentalement opposé à la démocratie, et que l'Espagne ne pourra jamais être admise au sein de l'organisme des Nations unies, tant qu'elle conservera ce même ordre. Mais il existe certaines nations véritablement zélées dans leur propre conviction démocratique, voulant que les résolutions démocratiques soient prises avec un réel sérieux, non traitées comme un simple jeu. La France a résolu de devenir l'une de ces mêmes nations, demandant, avec une réelle modération, la rupture des relations politiques avec le gouvernement existant en Espagne — mais cette même demande ne plut ni aux Anglais ni aux Américains, si bien qu'elle demanda plutôt que l'affaire soit soumise au Conseil de sécurité ; sa propre seconde demande fut rejetée, exactement comme l'avait été la première. La Pologne se présenta alors, la Russie se tenant naturellement derrière elle, soumettant effectivement l'affaire au Conseil de sécurité. Si la demande polonaise était acceptée, la démocratie se sera véritablement accordée avec elle-même, menant ses propres résolutions jusqu'à leur propre conclusion véritable — mais s'ingérant, ce faisant, dans les affaires de peuples indépendants, exposant des intérêts économiques véritablement importants, anglais et américains à la fois, à un réel danger, apportant son soutien à l'influence démocratique extrémiste en

Europe occidentale, et ouvrant au communisme des portes demeurées closes, dont les propres clés se trouvaient entre les mains du général Franco. Si la demande polonaise était plutôt rejetée, la Russie s'en irritera véritablement, la Pologne s'en irritera véritablement, la France s'en irritera véritablement aussi, et la démocratie se contredira elle-même purement et simplement, se révélant frivole, non véritablement sérieuse, dans son propre combat contre le fascisme.

Les lecteurs peuvent donc voir que le Conseil de sécurité a véritablement de quoi s'occuper, et occuper les hommes avec lui, dans les prochaines séances — des séances que présidera le propre représentant de l'Égypte. Les hommes politiques doivent, après tout, parler, et emplir la scène de la politique de mouvement et d'activité réels.

Et le monde, lui aussi, doit continuer d'observer tout ce qui se déroule sur cette même scène. Dans quel état se trouverait donc le monde, après tout, si les hommes politiques venaient jamais à se taire véritablement, à demeurer véritablement immobiles — les émissions ne trouvant rien pour occuper la radio, les dépêches ne trouvant rien pour emplir les journaux, les écrivains ne trouvant absolument rien à offrir à leurs propres lecteurs ?

Il existe aussi certaines affaires se déroulant en marge même du Conseil de sécurité, en préparation de leur éventuelle présentation devant lui, d'une manière ou d'une autre : l'histoire grecque ne s'est jamais véritablement achevée, alors même que les élections ont déjà eu lieu — la moitié du peuple grec les rejette, l'autre moitié les accepte ; le régent du trône grec a démissionné, bien que les Anglais préféreraient véritablement qu'il conservât sa propre régence ; le traité de Transjordanie a déjà été signé, bien que les peuples arabes demeurent véritablement insatisfaits de celui-ci ; des négociations vont bientôt commencer entre l'Égypte et la Grande-Bretagne, bien que les résultats de ces mêmes négociations puissent bien ne pas satisfaire les Égyptiens. Les Russes, quant à eux, ont déjà commencé à diffuser qu'ils évacuent les pays qu'ils ont eux-mêmes libérés en Asie et en Europe, réclamant que la Grande-Bretagne et l'Amérique évacuent de même les pays qu'elles ont libérés, ou qui ont assisté les Alliés au cours de la guerre.

Et ainsi l'atmosphère politique paraît-elle, en ces jours mêmes, entièrement calme — mais c'est exactement le calme qui précède la tempête. Ces mêmes tempêtes, cependant, ne devraient susciter nulle réelle alarme, car elles ne dépasseront jamais le stade de simples

tempêtes de mots ; en attendant que les peuples recouvrent leur propre force, et se reposent des fardeaux de la guerre. Ce qui importe, en fin de compte, c'est que le Conseil de sécurité travaillera, et parlera ; que la radio s'activera, et diffusera ; que le télégraphe se répandra à travers tous les coins de l'air, emplissant les journaux de désaccord et de dispute ; que les écrivains écriront, que les orateurs discourront dans leurs propres parlements, et que le monde sortira d'une crise pour entrer dans une autre, jusqu'à ce que Dieu accomplisse une chose déjà décrétée. Et la chose même accomplie que le monde attend de Dieu, exalté soit-Il, qu'Il accomplisse, est celle-ci : que les propres paroles d'al-Moutanabbi se révèlent enfin erronées, lorsqu'il disait :

L'injustice est de la nature même des âmes — trouvez-vous un homme de véritable retenue,
ce n'est que pour quelque raison qui lui est propre qu'il s'abstient de commettre l'injustice.